



ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ
ΤΗ 16 ΜΑΪΟΥ 1963

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
61

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

- Περί έγκρίσεως του έν Θεσσαλονίκη υπογραφέντος πρακτικού τής συσταθείσης Έπιτροπής βάσει τής περι μεθοριακής έπικοινωνίας συμφωνίας μεταξύ του Βασιλείου τής Ελλάδος και τής Όμοσπόνδου Λαϊκής Δημοκρατίας Γιουγκοσλαβίας. 1
- Περί έγκρίσεως του έν Σκοπίοις υπογραφέντος πρακτικού τής συσταθείσης Έπιτροπής βάσει τής περι μεθοριακής έπικοινωνίας συμφωνίας μεταξύ του Βασιλείου τής Ελλάδος και τής Όμοσπ. Λαϊκής Δημοκρατίας τής Γιουγκοσλαβίας. 2
- Περί κυρώσεως τής έν Αθήναις συναφθείσης συμφωνίας διά τας μεταξύ Δανίας και Ελλάδος Έμπορικας ανταλλαγάς. 3

ΣΥΜΒΑΣΕΙΣ

(1)

Άριθ. πρωτ. Φ010]Μ]1839

Περί έγκρίσεως του έν Θεσσαλονίκη υπογραφέντος πρακτικού τής συσταθείσης Έπιτροπής βάσει τής περι μεθοριακής έπικοινωνίας συμφωνίας μεταξύ του Βασιλείου τής Ελλάδος και τής Όμοσπόνδου Λαϊκής Δημοκρατίας τής Γιουγκοσλαβίας.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ, ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ
ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ, ΓΕΩΡΓΙΑΣ

Έχοντες υπ' όψιν τò άρθρον 25 τής έν Αθήναις υπογραφείσης τήν 18 Ιουνίου 1959 Συμφωνίας περι μεθοριακής έπικοινωνίας μεταξύ του Βασιλείου τής Ελλάδος και τής Όμοσπόνδου Λαϊκής Δημοκρατίας τής Γιουγκοσλαβίας, κυρωθείσης διά του Ν.Δ. 4004]1959, δημοσιευθείσης είς τò υπ' αριθ. 241]1959 (τεύχος Α') φύλλον τής Έφημερίδος τής Κυβερνήσεως, αποφασίζομεν :

Έγκρίνομεν ως έχει και έν τώ συνόλω του τò έν Θεσσαλονίκη υπογραφέν τήν 27 Φεβρουαρίου 1961 Πρακτικόν τής ΙΙΙ τακτικής συνόδου τής Μονίμου Μικτής Έπιτροπής, τής συσταθείσης βάσει του άρθρου 25 τής περι μεθοριακής έπικοινωνίας Συμφωνίας τής 18ης Ιουνίου 1959, ως και τὰ είς τò Πρακτικόν προσηρητημένα υπ' αριθ. Ι, ΙΙ και ΙΙΙ παραρτήματα.

Τò κείμενον του Πρακτικού και τών παραρτημάτων

έπεται, έν πρωτοτύπω, είς τήν γαλλικήν και έν μεταφράσει είς τήν έλληνικήν.

Έν Αθήναις τή 3 Δεκεμβρίου 1962

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ
ΑΡ. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ
ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΣΠ. Ι. ΘΕΟΤΟΚΗΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ
ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ
Δ. ΒΡΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΠΙ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ
Δ. ΒΟΥΡΔΟΥΜΠΑΣ

PROCES - VERBAL

De la IIIème session ordinaire de la Commission mixte permanente instituée en vertu de l'article 25 de l'Accord sur le trafic frontalier entre le Royaume de Grèce et la République Fédérative populaire de Yougoslavie du 18 Juin 1959, tenue du 13 au 27 Février 1961 à Thessaloniki.

Ont pris part à la Session :

De la Partie Hellénique :

Dimitrios Andriotis, Président de la Délégation.
Ioannis Anapliotis, membre de la Délégation.

Konstantinos Georgiopoulos, membre de la Délégation.

Cléovoulos Tsourkas, expert
Evangelós Papadopoulos, expert
Vlassis Vlangopoulos, expert
Loukas Hadjigéorgiou, expert
Spyros Haloulos, Interprète

De la Partie Yougoslave :

Franjo Micetic, Président de la Délégation
Djoko Mitrevski, membre de la Délégation
Djordje Smiljanic, membre de la Délégation
Todor Tasevski, expert
Jakov Filipovic, expert
Hosko Paunovski, interprète.

La Commission mixte a adopté à l'unanimité l'ordre du jour suivant :

1o Vue générale du fonctionnement du Trafic frontalier.

2o Echange des renseignements sanitaires.

3o Propriétaires outre-frontière.

4o Interprétation de l'article 9, point 2, de l'Accord sur le trafic frontalier.

5o Questions diverses (fixation de la date de la IVème Session ordinaire de la Commission mixte).

I. Vue générale du fonctionnement du trafic frontalier.

A. Les deux Délégations ont constaté à l'unanimité que le trafic frontalier fonctionne d'une manière satisfaisante.

B. Les deux Délégations se sont informées mutuellement des mesures qui ont été prises de part et d'autre pour la mise en application des décisions adoptées à la IIème Session de la Commission mixte.

C. Après avoir examiné le fonctionnement du trafic frontalier et en vue de le faciliter, la Commission a pris les décisions suivantes :

1o Dans les cas urgents et graves visés à l'article 12 de l'Accord, les bénéficiaires du trafic frontalier peuvent utiliser des automobiles-taxis. Il est entendu que le chauffeur du taxi doit lui aussi déposer d'un document servant au trafic frontalier.

2o Pour les bénéficiaires du trafic frontalier se servant de bicyclettes ou de tricycles, sera appliquée la même procédure douanière que pour les véhicules à moteur, avec cette différence que sur le document servant au trafic frontalier sera faite seulement la mention suivante : «Bicyclette» ou Tricycle » avec la signature du fonctionnaire de la Douane.

Au passage de la frontière, le bénéficiaire du trafic frontalier voyageant par bicyclette ou par tricycle porte sur son véhicule une plaque indiquant le numéro de son document servant au trafic frontalier. La plaque, dûment revêtue du sceau de service, est délivrée par les organes douaniers du pays du bénéficiaire.

3o En cas d'annulation d'un document servant au trafic frontalier, les organes qui ont annulé ce document en informant les organes correspondants de l'autre Partie tout en indiquant le numéro du document annulé, ainsi que le nom et le prénom de son titulaire.

Les organes compétents ayant délivré, à la place d'un document de trafic frontalier annulé, un nouveau document servant au trafic frontalier, informent les organes compétents de l'autre Partie tout en indiquant le numéro du document ainsi que le nom et le prénom de la personne à laquelle le titre a été délivré. Il est entendu que le nouveau document de trafic frontalier porte le numéro venant après le numéro du dernier document émis précédemment.

D. Ayant constaté à l'unanimité l'importance particulière que présente le transport en autobus pour le trafic frontalier, la Commission mixte a exprimé le vœu que l'étude, par les organes compétents, des possibilités d'établir un trafic d'autobus direct, aboutisse à des résultats positifs.

II. Echange de renseignements sanitaires.

La Commission mixte est convenue du besoin qu'il y a d'échanger des renseignements sanitaires dans la région frontalière.

La procédure de ces échanges, ainsi que la liste des maladies faisant l'objet de l'échange d'informations, sont indiquées dans l'Annexe joint au présent Procès-verbal (No 1).

III. Propriétaires outre-frontière.

Se référant à la communication faite par la Délégation hellénique selon laquelle, sur la superficie prévue par l'Accord, il ne pourrait être mis à la disposition des propriétaires outre-frontière yougoslaves que 328 stremmes (decares) la Commission mixte est tombée d'accord qu'elle est incompétente d'examiner cette question.

IV. Interprétation de l'article 9 point 2 de l'Accord sur le trafic frontalier.

Les deux Délégations n'ayant pu arriver à une interprétation concordante du point 2 de l'article 9 de l'Accord, il a été décidé, conformément à l'article 9 du Règlement de la Commission mixte, d'annexer les avis respectifs des deux Délégations (Annexes II et III) au présent Procès-verbal.

La Commission mixte prie les deux Gouvernements de régler cette question aussi vite que faire se pourra.

V. Questions diverses.

La Commission mixte est tombée d'accord de se réunir en VIème Session ordinaire dans le courant du mois de juin 1961, à Skopje. La date exacte du commencement de la session sera fixée ultérieurement par échange des lettres entre les présidents.

De même, la Commission mixte est en principe convenue qu'à l'avenir il conviendrait de fixer le calendrier des sessions de façon à assurer que celles-ci se succèdent à des intervalles de six mois environ.

Fait à Thessaloniki le 27 février 1961, en deux exemplaires originaux en langue française.

Le Président de la Délégation Hellénique D. ADRIOTIS	Le Président de la Délégation Yougoslave FRANJO MICETIC
---	--

ANNEXE I.

Echange de renseignements sanitaires

Aux fins d'instituer un système local d'Informations sanitaires, la Commission mixte a adopté la décision suivante :

1o En vue d'une meilleure application de l'Accord sur le trafic frontalier et dans le but d'assurer un échange efficace des renseignements sanitaires, les organes compétents des deux pays s'informeront mutuellement des maladies infectieuses et épidémiques citées sub. no 6-Listes A et B dans la région frontalière.

2o Les communications portant ces informations feront état de la maladie, du nombre de malades atteints par la maladie en question, du nombre des décès survenus par suite de la maladie et de la localité où elle s'est manifestée. Les communications en question seront faites par l'entremise des organes mentionnés à l'article 19 de l'Accord, notamment les Comités populaires du côté yougoslave et les Commandements de la Gendarmerie du côté hellénique.

3o La correspondance entre les organes compétents des deux Pays portant les informations sanitaires se fera le premier jour de chaque mois, même s'il n'y a eu aucun cas à déclarer. Cette procédure commencera à être appliquée à partir du 1er avril 1961.

4o En cas d'apparition de quelque maladie infectieuse ou épidémique comprise sub. no 6-Liste A et B., les organes compétents sont tenus d'en informer immédiatement les organes correspondants de l'autre Pays. Par la suite ils communiqueront tous les dix jours l'évolution de la maladie infectieuse ou de l'épidémie.

5o La correspondance portant échange des renseignements sanitaires se fera parallèlement en les langues officielles des deux Pays, ainsi qu'il est prévu à l'Annexe II du Procès-Verbal de la 1ère Session de la Commission mixte.

6o a) Liste des maladies infectieuses :

1. Choléra
2. Pestis
3. Febris Flava
4. Variola vera
5. Typhus exanthematicus
6. Typhus abdominalis
7. Typhus recurrens
8. Paratyphus
9. Diphtheria
10. Polyomyelitis acuta
11. Meningitis cer. epid
12. Malleus
13. Anthrax
14. Brucellosis
15. Lyssa
16. Tularemia
17. Kala-azar
18. Leishmaniosis
19. Lepa
20. Trahoma
21. Malaria

b) Maladies épidémiques :

1. Dysenteria
2. Scarlatina
3. Morbilli
4. Pertusses
5. Leptospirosis
6. Hepatitis inf.
7. Febris
8. Grippa

Fait à Thessaloniki le 27 février 1961

Le Président de la Délégation Hellénique D. ADRIOTIS	Le Président de la Délégation Yougoslave FRANJO MICETIC
---	--

ANNEXE II

Point de vue de la Délégation Hellénique sur le point IV de l'ordre du jour

La Délégation Hellénique près la Commission mixte pendant la discussion du point IV de l'ordre du jour («Interprétation de l'article 9, point 2, de l'Accord sur le trafic frontalier») de la IIIème Session, a exposé à la Délégation Yougoslave ce qui suit :

1o Dans le texte grec et français, de l'Accord, le point 2 de l'article 9 en discussion, mentionne de manière claire que les bénéficiaires du trafic frontalier «peuvent exporter de la zone de leur domicile à l'autre zone, en respectant les dispositions en vigueur, la somme de 3.500 dinars ou 350 drachmes par mois».

2o Néanmoins, dans ce paragraphe il n'est pas précisé quelle monnaie doivent exporter les bénéficiaires grecs d'une part et les bénéficiaires d'autre.

En interprétant ce texte dans un sens large, on déduit que tandis que les bénéficiaires hellènes doivent exporter des dinars les bénéficiaires yougoslaves doivent exporter des drachmes, étant donné qu'il serait normal que les bénéficiaires des deux côtés emportent avec eux la monnaie du pays qu'ils désirent visiter.

Si, par contre, on voudrait interpréter le paragraphe en question dans un sens strict, les bénéficiaires peuvent avoir des dinars ou des drachmes selon leur propre choix.

3o Dès la mise en application de l'Accord, les Autorités Yougoslaves de frontière ont interdit aux bénéficiaires hellènes d'avoir des dinars, en exigeant qu'ils présentent au passage de la frontière des drachmes que ces Autorités changeaient en dinars et en rapport de 400 dinars les 30 drachmes.

4o Par contre, les Autorités helléniques de frontière n'ont imposé aucune restriction aux bénéficiaires Yougoslaves, en les laissant importer à leur gré des drachmes ou des dinars, dans les limites fixées par l'Accord, tandis qu'il serait normal que ces derniers soient pourvus de drachmes.

5o La Délégation Yougoslave d'autre part, en justifiant cette mesure des Autorités Yougoslaves, a fondé son point de vue de l'interprétation du point 2 de l'article 9 sur le texte en langue serbo-croate de l'Accord, dans lequel la conjonction «ou» du texte français et grec a été traduit par le correspondant du mot «c'est-à-dire» en langue serbo-croate.

La Délégation Hellénique est d'avis que le texte Yougoslave de l'Accord ne constitue pas pour elle un texte officiel. Elle soutient que seul le texte français doit être pris en considération par la Commission mixte.

6o La mesure mentionnée ci-haut des Autorités Yougoslaves, constitue une interprétation erronée et un écart sérieux de la lettre ainsi que de l'esprit de l'Accord. La Délégation Hellénique a soutenu ce point de vue pendant la IIème Session de la Commission mixte à Skopje. Mais cédant à la demande de la Délégation Yougoslave et pour ne pas entraver le trafic frontalier elle a accepté que cette question ne soit pas mentionnée dans le procès-verbal de la IIème Session.

7o A ce qui précède il faut ajouter que l'interprétation du point en question, donné par les Autorités Yougoslaves à eu comme résultat très inquiétant, de réduire la circulation des Hellènes en territoire Yougoslave. On peut constater que depuis la date de la mise en application de l'Accord jusqu'au 10 février 1961, les entrées des Yougoslaves en territoire grec ont été approximativement 15.000, tandis que les entrées des Hellènes en territoire Yougoslave n'ont été que 6.500 environ.

Ayant en vue ce qui précède, la Délégation Hellénique est d'avis que si cette procédure sera continuée, la circulation des ressortissants Hellènes en territoire Yougoslave sera réduite plus encore de sorte qu'elle rendra à la fin l'Accord unilatéral et inefficace.

Fait à Thessaloniki le 27 février 1961

Le Président de la Délégation
Hellénique
(DIMITRIOS ANTRIOTIS)

ANNEXE III

Point de vue de la Délégation Yougoslave sur le point IV de l'ordre du jour.

La Délégation Yougoslave près la Commission mixte permanente entend l'article 9 point 2 de l'Accord sur le trafic frontalier de cette façon que les usagers yougoslaves du trafic frontalier peuvent exporter en Grèce seulement des dinars dans les limites prévues par l'Accord.

Les usagers Helléniques du trafic frontalier peuvent importer en Yougoslavie seulement des drachmes.

Fait à Thessaloniki le 27 février 1961

Le Président
de la
Délégation Yougoslave
(FRANJO MICETIC)

ΠΡΑΚΤΙΚΑ

Τῆς Πηγῆς τακτικῆς συνόδου τῆς Μονίμου Μικτῆς Ἐπιτροπῆς συσταθείσης βάσει τοῦ ἀρθροῦ 25 τῆς μεταξύ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καί τῆς Λαϊκῆς Ὁμοσπονδίας Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας Συμφωνίας μεθοριακῆς ἐπικοινωνίας τῆς 18ης Ἰουνίου 1959, λαβούσης χώραν ἐν Θεσσαλονίκῃ ἀπὸ 13ης ἕως 27ης Φεβρουαρίου 1961.

Ἔλαβον μέρος εἰς τὴν Σύνοδον :

Ἀπὸ Ἑλληνικῆς πλευρᾶς :

Δημήτριος Ἀνδριώτης, Πρόεδρος τῆς Ἀντιπροσωπείας.

Ἰωάννης Ἀναπλιώτης, μέλος τῆς Ἀντιπροσωπείας.

Κωνσταντῖνος Γεωργόπουλος, μέλος τῆς Ἀντιπροσωπείας.

Κλεόβουλος Τσούρκας, ἐμπειρογνώμων

Εὐάγγελος Παπαδόπουλος, ἐμπειρογνώμων

Βλάσσης Βλαγγόπουλος, ἐμπειρογνώμων

Λουκάς Χατζηγεωργίου, ἐμπειρογνώμων

Σπύρος Χαλοῦλος, διερμηνεὺς.

Ἀπὸ Γιουγκοσλαβικῆς πλευρᾶς :

Franjo Micetic, Πρόεδρος τῆς Ἀντιπροσωπείας

Djoko Mitrevski, μέλος τῆς Ἀντιπροσωπείας

Djordje Smiljanic, μέλος τῆς Ἀντιπροσωπείας

Todor Tasevski, ἐμπειρογνώμων

Jakov Filipovic, ἐμπειρογνώμων

Bosko Paunovski, διερμηνεὺς.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ἐπεδέχθη ὁμοφώνως κάτωθι ἡμερησίαν διάταξιν :

1. Γενικὴ ἀνασκόπησις τῆς λειτουργίας τῆς μεθοριακῆς ἐπικοινωνίας.

2. Ἀνταλλαγὴ ὑγειονομικῶν πληροφοριῶν.

3. Ἰδιοκτῆται ἐκεῖθεν τῶν συνόρων.

4. Ἐρμηνεία τοῦ ἀρθροῦ 9, παράγραφος 2, τῆς Συμφωνίας μεθοριακῆς ἐπικοινωνίας.

5. Διάφορα θέματα καθορισμὸς τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἸVης τακτικῆς συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς).

I. Γενική ἀνασκόπησις τῆς λειτουργίας τῆς μεθοριακῆς ἐπικοινωνίας

A. Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι διεπίστωσαν ὁμοφώνως ὅτι ἡ μεθοριακὴ ἐπικοινωνία διεξάγεται κατὰ τρόπον ἱκανοποιητικόν.

B. Αἱ δύο Ἀντιπροσωπεῖαι ἀμοιβαίως παρέσχον πληροφορίας ἐπὶ τῶν ληφθέντων ἐξ ἐκάστης πλευρᾶς μέτρων διὰ τὴν πραγμάτωσιν τῶν ἀποφάσεων τῶν υἱοθετηθεισῶν κατὰ τὴν Παν Σύνοδον τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς.

Γ. Κατόπιν ἐξετάσεως τοῦ τρόπου λειτουργίας τῆς μεθοριακῆς ἐπικοινωνίας καὶ πρὸς διευκλυνσιν αὐτῆς ἡ Ἐπιτροπὴ ἔλαβε τὰς κάτωθι ἀποφάσεις:

1. Εἰς τὰς ἐπειγούσας καὶ σοβαρὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπομένας εἰς τὸ ἄρθρον 12 τοῦ Συμφώνου, οἱ δικαιούμενοι μεθοριακῆς ἐπικοινωνίας δύνανται νὰ χρησιμοποιήσουν αὐτοκίνητα ταξί. Ἐννοεῖται ὅτι ὁ ὁδηγὸς τοῦ ταξί ὀφείλει καὶ αὐτὸς νὰ διαθέτῃ ἔγγραφον χρησιμεῦον εἰς τὴν μεθοριακὴν ἐπικοινωνίαν.

2. Διὰ τοὺς δικαιούχους συνοριακῆς ἐπικοινωνίας, οἵτινες χρησιμοποιοῦν δίκυκλα ἢ τρίκυκλα, θὰ ἐφαρμοσθῇ ἡ ἰδία τελωνειακὴ διαδικασία ὡς καὶ διὰ τὰ ὄχηματα μετὰ κινήτηρος, μετὰ τὴν διαφορὰν ὅτι ἐπὶ τοῦ ἔγγραφου τοῦ χρησιμεύοντος διὰ τὴν μεθοριακὴν ἐπικοινωνίαν θὰ γίνῃ μόνον ἡ ἀκόλουθος μνεία: «Δίκυκλον» ἢ «Τρίκυκλον» μετὰ τῆς ὑπογραφῆς τοῦ τελωνειακοῦ ὑπαλλήλου.

Κατὰ τὴν διάβασιν τῆς μεθορίου, ὁ δικαιούχος συνοριακῆς ἐπικοινωνίας ταξιδεύων ἐπὶ δικύκλου ἢ τρίκυκλου φέρει ἐπὶ τοῦ ὀχήματός του πινακίδα ἀναγράφουσαν τὸν ἀριθμὸν τοῦ εἰς τὴν μεθοριακὴν ἐπικοινωνίαν χρησιμεύοντος ἔγγραφου. Ἡ πινακὶς φέρουσα δεόντως τὴν σφραγίδα τῆς ὑπηρεσίας, ἐκδίδεται ὑπὸ τῶν τελωνειακῶν ὀργάνων τῆς χώρας τοῦ δικαιούχου.

3. Εἰς περίπτωσιν ἀκυρώσεως ἔγγραφου τινος χρησιμεύοντος εἰς τὴν μεθοριακὴν ἐπικοινωνίαν, τὰ ὄργανα τὰ ὁποῖα ἠκύρωσαν τὸ ἔγγραφον τοῦτο, εἰδοποιοῦν σχετικῶς τὰ ἀντίστοιχα ὄργανα τοῦ ἑτέρου Μέρους γνωστοποιοῦντα ταυτοχρόνως τὸν ἀριθμὸν τοῦ ἀκυρωθέντος ἔγγραφου, ὡς καὶ τὸ ὄνομα καὶ ἐπώνυμον τοῦ κατόχου.

Τὰ ἀρμόδια ὄργανα ἅμα τῇ ἐκδόσει, εἰς ἀντικατάστασιν ἀκυρωθέντος ἔγγραφου μεθοριακῆς ἐπικοινωνίας, νέου ἔγγραφου χρησιμεύοντος εἰς τὴν μεθοριακὴν ἐπικοινωνίαν, εἰδοποιοῦν τὰ ἀρμόδια ὄργανα τοῦ ἑτέρου Μέρους, γνωστοποιοῦντα ταυτοχρόνως τὸν ἀριθμὸν τοῦ ἔγγραφου ὡς καὶ τὸ ὄνομα καὶ ἐπώνυμον τοῦ προσώπου εἰς ὃ ὁ τίτλος παρεδόθη. Ἐννοεῖται ὅτι τὸ νέον ἔγγραφον μεθοριακῆς ἐπικοινωνίας φέρει τὸν ἀριθμὸν ὅστις ἔπεται τοῦ ἀριθμοῦ τοῦ τελευταίου ἔγγραφου τοῦ ἐκδοθέντος προηγουμένως.

Δ. Διαπιστώσασα ὁμοφώνως τὴν ἰδιαίτεράν σημασίαν ἣν παρουσιάζει ἡ διὰ λεωφορείων συγκοινωνία διὰ τὴν μεθοριακὴν ἐπικοινωνίαν, ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ἐξέφρασεν τὴν εὐχὴν ὅπως ἡ μελέτη, ὑπὸ τῶν ἀρμοδίων ὀργάνων, τῶν δυνατοτήτων δημιουργίας κατ' εὐθείαν συγκοινωνίας διὰ λεωφορείων, καταλήξῃ εἰς θετικὰ ἀποτελέσματα.

II. Ἀνταλλαγὴ ὑγειονομικῶν πληροφοριῶν.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ συμφωνεῖ ἐπὶ τῆς ἀνάγκης ἀνταλλαγῆς ὑγειονομικῶν πληροφοριῶν ἐντὸς τῆς παραμεθορίου περιοχῆς.

Ἡ διαδικασία αὐτῶν τῶν ἀνταλλαγῶν, ὡς καὶ ὁ κατὰλογος τῶν ἀσθενειῶν αἱ ὁποῖαι εἶναι ἀντικείμενον ἀνταλλαγῆς πληροφοριῶν, καθορίζονται εἰς τὸ συνημμένον τῷ παρόντι Πρακτικῷ (ἀριθ. 1), παράρτημα.

III. Ἰδιοκτῆται ἐκεῖθεν τῶν συνόρων

Ἀναφερομένη εἰς τὴν ὑπὸ τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας γενομένην ἀνακοίνωσιν, καθ' ἣν ἐντὸς τοῦ ὑπὸ τῆς Συμφωνίας προβλεπομένου χώρου δὲν θὰ ἦτο δυνατόν νὰ τεθῶσιν εἰς τὴν διάθεσιν τῶν πέραν τῶν συνόρων Γιουγκοσλάβων ἰδιοκτητῶν εἰ μὴ μόνον 328 στρέμματα (Decares ἢ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ συνεφώνησε ὅτι εἶναι ἀρμόδια νὰ ἐξετάσῃ αὐτὸ τὸ ζήτημα.

IV. Ἐρμηνεῖα τοῦ ἄρθρου 9 παράγραφος 2 τοῦ συμφώνου Μεθοριακῆς ἐπικοινωνίας.

Τῶν δύο ἀντιπροσωπειῶν μὴ δυνηθεισῶν νὰ καταλήξουν εἰς συμφωνίαν ὡς πρὸς τὴν ἐρμηνείαν τῆς 2ας παραγράφου

τοῦ ἄρθρου 9 τῆς Συμφωνίας, ἀπεφασίσθη, συμφώνως πρὸς ἄρθρον 9 τοῦ κανονισμοῦ τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς, ὅπως ἐπιυναρθῶσι αἱ ἀντίστοιχοι ἀπόψεις τῶν δύο ἀντιπροσωπειῶν εἰς τὸ παρὸν Πρακτικόν, Παράρτημα II καὶ III.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ παρακαλεῖ τὰς δύο Κυβερνήσεις ὅπως ρυθμίσουν τὸ ζήτημα τοῦτο τὸ ταχύτερον δυνατόν.

V. Διάφορα θέματα

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ συνεφώνησεν ὅπως συνέλθῃ εἰς IVην τακτικὴν σύνοδον ἐντὸς τοῦ μηνὸς Ἰουνίου 1961 εἰς Σκόπια. Ἡ ἀκριβὴς ἡμερομηνία ἐνάρξεως τῆς συνόδου θὰ καθορισθῇ μεταγενεστέρως δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν μεταξὺ τῶν Προέδρων.

Ἐπίσης, ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ συνεφώνησεν κατ' ἀρχὴν ὅτι διὰ τὸ μέλλον θὰ ἔδει νὰ καθορισθοῦν αἱ ἡμερομηνίαι τῶν συνόδων εἰς τρόπον ὥστε νὰ ἐξασφαλισθῇ ὅπως αὐταὶ νὰ διαδέχονται ἀλλήλας κατὰ διαστήματα ἐξ μηνῶν περίπου.

Ἐγένετο ἐν Θεσσαλονίκῃ τὴν 27ην Φεβρουαρίου 1961. εἰς δύο πρωτότυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἀντιπροσωπείας

Ὁ Πρόεδρος τῆς Γιουγκοσλαβικῆς Ἀντιπροσωπείας

Δ. ΑΝΔΡΙΩΤΗΣ

FRANJO MICETIC

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ I

Ἀνταλλαγὴ ὑγειονομικῶν πληροφοριῶν

Ἴνα καθορισθῇ τοπικὸν σύστημα ὑγειονομικῶν πληροφοριῶν, ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ υἱοθέτησε τὴν κάτωθι ἀπόφασιν:

1ον. Ἐν ὄψει καλύτερας ἐφαρμογῆς τοῦ Συμφώνου μεθοριακῆς ἐπικοινωνίας καὶ ἵνα ἐξασφαλισθῇ ἀποτελεσματικὴ ἀνταλλαγὴ ὑγειονομικῶν πληροφοριῶν, αἱ ἀρμόδιαι ὑπηρεσίαι τῶν δύο χωρῶν θὰ πληροφοροῦν ἀλλήλας ἐπὶ τῶν ἐμφανιζομένων εἰς τὴν μεθοριακὴν περιοχὴν λοιμωδῶν καὶ ἐπιδημικῶν νόσων αἱ ὁποῖαι ἀναφέρονται εἰς τὸ ἐδάφιο 6, πίνακας Α' καὶ Β'.

2ον. Αἱ ἀνακοινώσεις αἱ ὁποῖαι θὰ παρέχουν αὐτὰς τὰς πληροφορίας θὰ ἀναφέρουν τὴν ἀσθένειαν, τὸν ἀριθμὸν τῶν ὑπ' αὐτῆς προσβληθέντων προσώπων, τὸν ἀριθμὸν τῶν συνεπειῶν αὐτῆς ἐπισυμβάντων θανάτων καὶ τὸν τόπον ἔθθα αὐτῆ ἐξεδηλώθη. Αἱ ἐν λόγῳ ἀνακοινώσεις θὰ γίνονται μέσῳ τῶν ὀργάνων τῶν μνημονευομένων εἰς τὸ ἄρθρον 19 τοῦ Συμφώνου, καὶ δὴ ὑπὸ τῶν λαϊκῶν Ἐπιτροπῶν ἐκ μέρους τῆς Γιουγκοσλαβίας καὶ τῶν Διοικήσεων Χωροφυλακῆς ἐξ Ἑλληνικῆς πλευρᾶς.

3ον. Ἡ ἀλληλογραφία μεταξὺ τῶν ἀρμοδίων ὀργάνων τῶν δύο χωρῶν, περιέχουσα ὑγειονομικὰς πληροφορίες θὰ γίνεται τὴν πρώτῃν ἡμέραν ἐκάστου μηνός, ἀκόμη καὶ ἐὰν οὐδὲν κρούσμα ὑπάρχει πρὸς δήλωσιν. Αὐτὴ ἡ διαδικασία θὰ ἀρχίσῃ ἐφαρμοζομένη τὴν 1ην Ἀπριλίου 1961.

4ον. Ἐν περιπτώσει ἐμφανίσεως μολυσματικῆς τινὸς ἢ ἐπιδημικῆς νόσου περιλαμβανομένης εἰς τὸ ἐδάφιο 6 Πίνακας Α καὶ Β, τὰ ἀρμόδια ὄργανα ὀφείλουν νὰ εἰδοποιήσων περὶ τοῦτου, ἀμέσως τὰ ἀντίστοιχα ὄργανα τοῦ ἄλλου Κράτους. Ἐν συνεχείᾳ θὰ κοινοποιοῦν κάθε δεκαήμερον τὴν ἐξέλιξιν τῆς μολυσματικῆς νόσου ἢ ἐπιδημίας.

5ον. Ἡ ἀλληλογραφία ἀνταλλαγῆς ὑγειονομικῶν πληροφοριῶν θὰ γίνεται παραλλήλως εἰς τὰς ἐπιστήμους γλῶσσας τῶν δύο χωρῶν, ὡς προβλέπεται εἰς τὸ Παράρτημα II τοῦ Πρακτικοῦ τῆς 1ης Συνόδου τῆς Μικτῆς Ἐπιτροπῆς.

6ον. α) Κατάλογος λοιμωδῶν νόσων.

1. Χολέρα.
2. Πανώλης .
3. Κίτρινος πυρετός.
4. Εὐλογία (ἀληθής).
5. Τύφος ἐξανθηματικός (Ἐπιδημικός).
6. Τύφος κοιλιακός (Τυφοειδής πυρετός).
7. Ὑπόστροφος πυρετός.
8. Παράτυφος.
9. Διφθερίτις.
10. Πολιομυελίτις. (ὄξεϊα).
11. Μηνιγγίτις ἐγκεφαλονωτιαία ἐπιδημική.
12. Μόλις.
13. Ἀνθραξ.
14. Βρουκελλώσεις (μελιταῖος πυρετός).

15. Λύσσα.
 16. Τουλαραιμία.
 17. Καλά — Αζάρ (Λείσμανιάσις Σπλαγχνική).
 18. Λείσμανιάσις (Βλενογόνων και δέρματος).
 19. Λέπρα.
 20. Τράχωμα.
 21. Ήνολοσία.
- β) Νόσοι Ήπιδημικαί
1. Δυσεντερία.
 2. Ήστρακιά.
 3. Ήπαρά.
 4. Κοκκύτις.
 5. Λεπτοσπίρωσις (Ήκτεροαιμοραγική σπειροχαιτίωσις).
 6. Ήπατίτις λοιμώδης.
 7. Πυρετός.
 8. Γρίπη.

Ήγένετο έν Θεσσαλονίκη την 27ην Φεβρουαρίου 1961.

Ή Πρόεδρος τής Ήλληνικής Ήντιπροσωπείας
Α. ΑΝΔΡΙΩΤΗΣ

Ή Πρόεδρος τής Γιουγκοσλαβικής Ήντιπροσωπείας.
FRANZO MICETIC

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙ.

Ήποψις τής Ήλληνικής Ήντιπροσωπείας επί του έδαφίου
IV τής ήμερησίας διατάξεως.

Ή Ήλληνική παρά τή Μικτή Ήπιτροπή Ήντιπροσωπεία, κατά την συζήτησιν του έδαφίου IV τής ήμερησίας διατάξεως («Ήρμηνεία του άρθρου 9 έδαφίου 2, τής Συμφωνίας μεθοριακής έπικοινωνίας») τής ΙΙης Συνόδου, εξέθεσε εις την Γιουγκοσλαβικήν Ήντιπροσωπείαν τά ακόλουθα :

1ον. Εις τό Ήλληνικόν και γαλλικόν κείμενον του Συμφώνου, τό έδαφίον 2 του υπό συζήτησιν άρθρου 9, μνημονεύει σαφώς ότι οι δικαιούμενοι τής συνοριακής έπικοινωνίας «δύνανται να εξάγουν έκ τής ζώνης τής κατοικίας των εις την έτέραν ζώνην, σεβόμενοι τάς έν ισχύϊ διατάξεις, τό ποσόν των 3.500 δηναρίων ή 350 δραχμών μηνιαίως».

2ον. Ήν τούτοις, εις αυτήν την παράγραφον δέν καθορίζεται ποίον νόμισμα δέον να εξάγουν οι Ήλληνες δικαιούμενοι άφ' ένός και οι Γιουγκοσλάβοι άφ' έτέρου.

Ήρμηνεύων τό κείμενον τούτο εύρέως συμπεραίνει τις ότι ένψ οι «Ήλληνες δικαιούχοι δέον να εξάγουν δραχμάς, δοθέντος ότι θά ήτο φυσικόν όπως οι δικαιούμενοι άμφοτέρων των πλευρών φέρουν μεθ' έαυτών τό νόμισμα τής χώρας ήν έπιθυμούν να έπισκεφθούν.

Ήάν, άντιθέτως, ήθελέ τις έρμηνεύση την έν λόγω παράγραφον στενωός, οι δικαιούμενοι δύνανται να έχουν δηνάρια ή δραχμάς κατ' έλευθέραν κρίσιν αυτών.

3ον. Ήμα τή ένάρξει τής έφαρμογής τής Συμφωνίας, αι Γιουγκοσλαβικαί μεθοριακαί Ήρχαί άπηγόρευσαν εις τους Ήλληνες δικαιούχους να έχουν δηνάρια, άπαιτούσα όπως ούτοι παρουσιάζουν κατά την διέλευσιν τής μεθορίου δραχμάς, ως αι ως άνω άρχαί θά ήλασσαν με δηνάρια εις σχέσιν 400 δηναρίων έναντι 30 δραχμών.

4ον. Ήντιθέτως, αι Ήλληνικαί μεθοριακαί Ήρχαί ούδένα επέβαλλον περιορισμόν εις τους Γιουγκοσλάβους δικαιούχους αφήνοντες αυτούς να εισάγουν κατά βούλησιν δραχμάς ή δηνάρια έντός των όρίων των καθορισθέντων υπό του Συμφώνου, ένψ θά ήτο φυσικόν όπως οι τελευταίοι είναι έφωδιασμένοι διά δραχμών.

5ον. Ή Γιουγκοσλαβική Ήντιπροσωπεία άφ' έτέρου δικαιολογούσα τό ως άνω μέτρον των Γιουγκοσλαβικών Ήρχών, έστήριξε την άποψίν της περι τής έρμηνείας του έδαφίου 2 του άρθρου, επί του κειμένου του Συμφώνου εις σερβοκρατικήν γλώσσαν, εις τό όποιον ό σύνδεσμος «ή» του γαλλικού και έλληνικού κειμένου μετεφράσθη διά τής άντιστοίχου λέξεως «δηλαδή» εις την σερβοκρατικήν.

Ή Ήλληνική Ήντιπροσωπεία έχει την γνώμην ότι τό Γιουγκοσλαβικόν κείμενον του Συμφώνου δέν άποτελεί δι' αυτήν έπίσημον κείμενον. Ήποστηρίζει ότι μόνον τό γαλλικόν κείμενον δέον να λαμβάνεται ύπ' όψιν υπό τής Μικτής Ήπιτροπής.

6ον. Τό άνωτέρω μνημονευθέν μέτρον των Γιουγκοσλαβικών Ήρχών άποτελεί έσφαλμένην έρμηνείαν και σοβαράν παρεκκλίσιν έκ του γράμματος ως και του πνεύματος τής Συμφωνίας. Ή Ήλληνική Ήντιπροσωπεία ύπεστή-

ριξεν την άποψίν αυτήν κατά την Ήαν Σύνοδον τής Μικτή Ήπιτροπής έν Σκοπίοις. Ήλλ' ύποχωρήσασα εις σχετικόν αίτημα τής Γιουγκοσλαβικής Ήντιπροσωπείας και ύνα μη έμποδίση την μεθοριακήν έπικοινωνίαν έδέχθη όπως τό πρόβλημα τούτο μη μνημονευθή εις τά πρακτικά τής Ήας Συνόδου.

7ον. Εις τά προηγούμενα δέον να προστεθή ότι ή έρμηνεία ή δουθείσα υπό των Γιουγκοσλαβικών Ήρχών ως τό υπό εξέτασιν σημείον ειχεν ως άποτέλεσμα λίαν άνησυχαστικόν την μειωσιν τής κυκλοφορίας των Ήλλήνων εις τό Γιουγκοσλαβικόν έδαφος. Παρατηρεί τις ότι άπό τής ήμερομηνίας θέσεως εις έφαρμογήν τής Συμφωνίας έως την 10ην Φεβρουαρίου 1961 αι είσοδοι Γιουγκοσλάβων εις τό Ήλληνικόν έδαφος ήσαν περίπου 15.000 ένψ αι είσοδοι Ήλλήνων εις τό Γιουγκοσλαβικόν έδαφος δέν ήσαν παρά σχεδόν 6.500.

Ήχουσα ύπ' όψιν τά προηγούμενα ή Ήλληνική Ήντιπροσωπεία έχει την γνώμην ότι εάν αυτή ή διαδικασία καθιερωθή, ή κυκλοφορία των Ήλλήνων ύπηκόων εις τό Γιουγκοσλαβικόν έδαφος θά μειωθή έτι περαιτέρω εις τρόπον ώστε θά καταστήση τελικώς την Συμφωνίαν μονομερή και άτελεσφόρον.

Ήγένετο έν Θεσσαλονίκη την 27ην Φεβρουαρίου 1961.

Ή Πρόεδρος τής Ήλληνικής Ήντιπροσωπείας
ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΑΝΔΡΙΩΤΗΣ

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ ΙΙΙ.

Ήποψις Γιουγκοσλαβικής Ήντιπροσωπείας επί του έδαφίου
IV τής ήμερησίας διατάξεως.

Ή Γιουγκοσλαβική Ήντιπροσωπεία παρά τή Μονίμω Μικτή Ήπιτροπή άντιλαμβάνεται τό άρθρον 9 έδαφίου 2 του Συμφώνου μεθοριακής έπικοινωνίας ώστε οι Γιουγκοσλάβοι δικαιούμενοι τής μεθοριακής έπικοινωνίας να δύνανται να εξάγουν εις Ήλλάδα μόνον δηνάρια έντός των υπό του Συμφώνου προβλεπομένων όρίων.

Οι Ήλληνες δικαιούμενοι συνοριακής έπικοινωνίας δύνανται να εισάγουν έν Γιουγκοσλαβία μόνον δραχμάς.

Ήγένετο έν Θεσσαλονίκη την 27ην Φεβρουαρίου 1962.

Ή Πρόεδρος τής Γιουγκοσλαβικής Ήντιπροσωπείας
FRANZO MICETIC

(2)

Αριθ. Πρωτ. Φ010JM]1840

Ήπερι έγκρίσεως του έν Σκοπίοις ύπογραφέντος πρακτικού τής συσταθείσης Ήπιτροπής βάσει τής περι μεθοριακής έπικοινωνίας συμφωνίας μεταξύ του Βασιλείου τής Ήλλάδος και τής Ήμοσπόνδου Λαϊκής Δημοκρατίας τής Γιουγκοσλαβίας.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ, ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ, ΕΘΝ. ΑΜΥΝΗΣ,
ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ ΚΑΙ ΓΕΩΡΓΙΑΣ

Ήχοντες ύπ' όψιν τό άρθρον 25 τής έν Ήθήναις ύπογραφείσης την 18ην Ήουνίου 1959 Συμφωνίας περι μεθοριακής έπικοινωνίας μεταξύ του Βασιλείου τής Ήλλάδος και τής Ήμοσπονδιακής Λαϊκής Δημοκρατίας τής Γιουγκοσλαβίας, κυρωθείσης διά του Ν.Α. 4004]1959, δημοσιευθέντος εις τό ύπ' αριθ. 241]1959 τεύχος Α' φύλλον τής Ήφημερίδος τής Κυβερνήσεως, άποφασίζομεν:

Ήγκρίνομεν ως έχει και έν τώ συνόλω του τό έν Σκοπίοις ύπογραφέν τή 3η Ήουλίου 1961 Ήρακτικόν τής IV Τακτικής Συνόδου τής Μονίμου Μικτής Ήπιτροπής, τής συσταθείσης βάσει του άρθρου 25 τής περι μεθοριακής έπικοινωνίας Συμφωνίας τής 18ης Ήουνίου 1959.

Τό κείμενον του Ήρακτικού έπεται, έν πρωτοτύπω εις την Γαλλικήν γλώσσαν και έν μεταφράσει εις την Ήλληνικήν.

Ήν Ήθήναις τή 3 Δεκεμβρίου 1962

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΗΣ ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΗΣ

ΑΡ. ΠΡΩΤΟΠΑΠΑΔΑΚΗΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

ΣΠ. Ι. ΘΕΟΤΟΚΗΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΣΥΓΚΟΙΝΩΝΙΩΝ

Δ. ΒΡΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΠΙ ΤΗΣ ΓΕΩΡΓΙΑΣ

Δ. ΒΟΥΡΑΟΥΜΠΑΣ

PROCÈS VERBAL

De la IV-ème Session ordinaire de la Commission mixte permanente instituée en vertu de l'article 25 de l'Accord sur le trafic frontalier entre le Royaume de Grèce et la République Populaire Fédérative de Yougoslavie du 18 juin 1959, tenue du 25 juin au 3 juillet 1961 à Skopje.

Ont pris part à la Session:

De la Partie Hellénique:

1. Dimitrios Andriotis, Président de la Délégation.
2. Constantinos Georgiopoulos, membre de la Délégation.

3. Cléovoulos Tsourkas, membre de la Délégation

4. Basile Eleftheriades, expert

5. Vlasios Vlangopoulos, expert

6. Evengélos Papadopoulos, expert

7. Loukas Hadzegeorgiou, expert

8. Spyros Haloulos, interprète

De la Partie Yougoslave:

1. Franjo Micetic, Président de la Délégation

2. Djoko Mitrevski, membre de la Délégation

3. Dragoslav Maric, membre de la Délégation

4. Mire Donovski, expert

5. Todor Tasevski, expert

6. Jasa Filipovic, expert

7. Miodrag Mihajlovic, secrétaire

8. Krsto Mangovski, interprète

La Commission mixte a adopté à l'unanimité l'ordre du jour suivant:

1. Exécution des décisions de la III-ème Session ordinaire de la Commission
2. Analyse de l'état actuel du trafic frontalier
3. Propriétaires outre-frontière
4. Fixation de la date de la V-ème Session ordinaire de la Commission.

I. Exécution des Décisions de la III-ème session Ordinaire de la Commission

Les deux Délégations ont constaté à l'unanimité que toutes les décisions prises par la Commission à sa III-ème Session ont été exécutées par les deux Parties d'une manière satisfaisante.

II. Analyse de l'état Actuel du Trafic Frontalier

Après un échange d'informations mutuelles, la Commission a constaté qu'au cours de la période entre la III-ème et le IV-ème Session ordinaire le trafic frontalier s'est constamment développé aussi bien au point de vue du nombre des usagers qu'à celui des passages de la frontière.

En vue de faciliter encore le trafic frontalier, la Commission a décidé ce qui suit:

1. La validité des cartes de frontière peut être prolongée par semestre jusqu'à l'épuisement de leurs feuilles de visa, conformément à l'article 16 de l'Accord. Les nouvelles cartes de frontière seront émises sous de nouveaux numéros.

2. Il sera permis aux médecins, vétérinaires et sages-femmes, dont le domicile permanent se trouve hors de la zone frontière et qui exercent leur profession dans la zone frontière d'accorder leur assistance professionnelle dans la zone frontalière limitrophe de l'autre Partie, dans les cas prévus par l'article 11 de l'Accord.

A cet effet, ils doivent être munis de cartes de frontière, conformément à l'article 11 de l'Accord et à l'article 1 du Règlement concernant les facilités des médecins, vétérinaires et sages-femmes, ainsi que d'une attestation des autorités sanitaires compétentes confirmant qu'ils exercent leurs fonctions dans la zone frontière. Ils jouiront des mêmes facilités accordées aux médecins, vétérinaires et sages-femmes ayant leur domicile permanent dans la zone frontière.

III. Propriétaires outre-Frontière

La Commission a examiné l'état actuel du trafic des propriétaires outre-frontière et a constaté qu'un grand nombre de ceux-ci n'ont pas encore été mis en possession de leurs biens.

A ce sujet, la Commission a décidé ce qui suit:

a) les deux Parties prendront les mesures nécessaires pour accélérer l'introduction des propriétaires outre-frontière en possession de leurs biens.

b) Dans des cas où il y aura des difficultés au sujet de l'introduction des propriétaires outre-frontière en possession de leurs biens, ces cas seront soumis à la Commission qui les réglera, conformément au dernier alinéa de l'article 14 de l'Accord.

IV. Fixation de la Date de la V-ème Session Ordinaire de la Commission

La Commission est tombée d'accord de se réunir en sa V-ème Session au commencement du mois de février 1962 à Thessaloniki.

La date exacte de la réunion sera fixée au préalable par échange de lettres entre les deux Présidents.

Fait à Skopje le 3 juillet 1961 en deux exemplaires originaux en langue française.

Le Président de la Délégation Hellénique
DIMITRIOS ANDRIOTIS

Le Président de la Délégation Yougoslave
FRANJO MICETIC

ΠΡΑΚΤΙΚΑ

Τῆς 4ης τακτικῆς συνόδου τῆς Μονίμου Μικτῆς Ἐπιτροπῆς συσταθείσης βάσει τοῦ ἀρθροῦ 25 τῆς μεταξύ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος καὶ τῆς Ὁμοσπονδίου Λαϊκῆς Δημοκρατίας τῆς Γιουγκοσλαβίας Συμφωνίας μεθοριακῆς ἐπικοινωνίας τῆς 18ης Ἰουνίου 1959, λαβούσης χώραν ἀπὸ 26ης Ἰουνίου ἕως 3ης Ἰουλίου 1961 ἐν Σκοπίοις Ἐλαβον μέρος εἰς τὴν σύνοδον:

Ἀπὸ Ἑλληνικῆς πλευρᾶς:

1. Δημήτριος Ἀνδριώτης, Πρόεδρος τῆς Ἀντιπροσωπείας.
2. Κωνσταντῖνος Γεωργιόπουλος, μέλος τῆς Ἀντιπροσωπείας.
3. Κλεόβουλος Τσουρκάς, μέλος τῆς Ἀντιπροσωπείας
4. Βασίλειος Ἐλευθεριάδης, ἐμπειρογνώμων
5. Βλάσιος Βλαγκόπουλος, ἐμπειρογνώμων
6. Εὐάγγελος Παπαδόπουλος, ἐμπειρογνώμων
7. Λουκάς Χατζηγεωργίου, ἐμπειρογνώμων
8. Σπύρος Χαλοῦλος, διερμηνεὺς

Ἀπὸ Γιουγκοσλαβικῆς πλευρᾶς:

1. Franjo Micetic, Πρόεδρος τῆς Ἀντιπροσωπείας
2. Djoko Mitrevski, μέλος τῆς Ἀντιπροσωπείας
3. Dragoslav Maric, μέλος τῆς Ἀντιπροσωπείας
4. Mire Donovski, ἐμπειρογνώμων
5. Todor Tasevski, ἐμπειρογνώμων
6. Jasa Filipovic, ἐμπειρογνώμων
7. Miodrag Mihajlovic, γραμματεὺς
8. Krsto Mangovski, διερμηνεὺς.

Ἡ Μικτὴ Ἐπιτροπὴ ἀπεδέχθη ὁμοφώνως τὴν κάτωθι ἡμερησίαν διάταξιν:

1. Ἐκτελέσεις τῶν ἀποφάσεων τῆς IIIης τακτικῆς συνόδου τῆς Ἐπιτροπῆς.
2. Ἀνάλυσις τῆς παρουσίας καταστάσεως τῆς μεθοριακῆς ἐπικοινωνίας.
3. Ἰδιοκτῆται πέραν τῶν συνόρων.
4. Καθορισμὸς τῆς ἡμερομηνίας τῆς Vης τακτικῆς συνόδου τῆς Ἐπιτροπῆς.

I. Ἐκτελέσεις τῶν ἀποφάσεων τῆς IIIης τακτικῆς συνόδου τῆς Ἐπιτροπῆς

Αἱ δύο ἀντιπροσωπείαι διεπίστωσαν ὁμοφώνως ὅτι ἀπασαι αἱ ἀποφάσεις ληφθεῖσαι ὑπὸ τῆς Ἐπιτροπῆς κατὰ τὴν IIIην αὐτῆς σύνοδον, ἐξετελέσθησαν ὑπὸ τῶν δύο Μερῶν κατὰ τρόπον ἱκανοποιητικόν.

II. Ανάσεις της παρούσης καταστάσεως της μεθοριακής επικοινωνίας

Κατόπιν ανταλλαγής αμοιβαίων πληροφοριών, η Έπιτροπή διεπίστωσε ότι κατά την διάρκεια της περιόδου μεταξύ της IIIης και IVης τακτικής συνόδου ή μεθοριακή επικοινωνία ανεπτύχθη σταθερώς τόσο από άποψους αριθμού προσώπων όσον και από άποψους διαβάσεων της μεθορίου.

Για διευκόλυνη περαιτέρω την μεθοριακή επικοινωνία, η Έπιτροπή άπεφάσισε τὰ κάτωθι:

1. Η ισχύς των μεθοριακών δελτίων δύναται νά παραταθή κατά εξαμήνον μέχρις εξαπλήσεως των φύλλων θεωρήσεως, συμφώνως πρὸς τὸ άρθρον 16 τῆς Συμφωνίας. Τὰ νέα μεθοριακά δελτία θὰ εκδίδωνται ὑπὸ νέου ἀριθμοῦ.

2. Θὰ ἐπιτραπῆ εἰς τοὺς ἰατροὺς, κτηνιάτρους καὶ μαίας, τῶν ὁποίων ἡ μόνιμος κατοικία εὐρίσκεται ἐκτὸς τῆς μεθοριακῆς ζώνης καὶ οἱ ὁποῖοι ἐξασκοῦν τὸ ἐπάγγελμα των ἐντὸς τῆς μεθοριακῆς ζώνης νά παρέχουν τὴν ἐπαγγελματικὴν των συνδρομὴν ἐντὸς τῆς ὁμοῦ μεθοριακῆς ζώνης τοῦ ἐτέρου Μέρους εἰς τὰς περιπτώσεις τὰς προβλεπομένας ὑπὸ τοῦ άρθρου II τοῦ Συμφώνου.

Πρὸς τοῦτο, δέον νά ᾤσι ἐφωδιασμένοι διὰ συνοριακῶν δελτίων, συμφώνως τῷ ἄρθρῳ 11 τῆς Συμφωνίας καὶ τοῦ άρθρου 1 τοῦ Κανονισμοῦ ἀφορῶντος τὰς διευκολύνσεις πρὸς ἰατροὺς, κτηνιάτρους καὶ μαίας, ὡς καὶ πιστοποιητικῶν τῶν ἀρμοδίων ὑγειονομικῶν ἀρχῶν βεβαιοῦντος ὅτι ἐξασκοῦν τὰ ἐπάγγελά των ἐντὸς τῆς μεθοριακῆς ζώνης. Θὰ ἀπολαμβάνουν τῶν αὐτῶν διευκολύνσεων τῶν παρεχομένων εἰς τοὺς ἰατροὺς, κτηνιάτρους καὶ μαίας οἱ ὁποῖοι ἔχουν τὴν μόνιμον κατοικίαν των ἐντὸς τῆς μεθοριακῆς ζώνης.

III. Ἰδιοκτῆται πέραν τῶν συνόρων

Ἡ Έπιτροπή ἐξήτασεν τὴν παρούσαν κατάστασιν τῆς επικοινωνίας τῶν ἰδιοκτητῶν ἐκεῖθεν τῶν συνόρων καὶ διεπίστωσεν ὅτι εἰς μέγα ἀριθμὸν αὐτῶν δὲν ἀπεδόθη εἰσέτι ἡ κατοχὴ τῶν κτημάτων των.

Ἐπὶ τοῦ θέματος τούτου ἡ Έπιτροπή ἀπεφάσισε τὰ ἀκόλουθα:

α) Τὰ δύο Μέρη θὰ λάβουν τὰ ἀναγκαῖα μέτρα ὥστε οἱ ἰδιοκτῆται νά ὑπεισέλθουν τὸ ταχύτερον δυνατόν εἰς τὴν κατοχὴν τῶν ἐκεῖθεν τῶν συνόρων κτημάτων των.

β) Αἱ περιπτώσεις αἱ ὁποῖαι θέλουν παρουσιάσει δυσκολίας ὡς πρὸς τὴν ὑπεισέλευσιν τῶν ἰδιοκτητῶν ἐκεῖθεν τῶν συνόρων ἐν τῇ κατοχῇ τῶν κτημάτων των, θὰ ὑποβληθοῦν εἰς τὴν Έπιτροπὴν ἢ ὁποῖα θὰ τὰς διακανονίσῃ, συμφώνως πρὸς τὴν τελευταίαν παράγραφον τοῦ άρθρου 14 τῆς Συμφωνίας.

IV. Καθορισμὸς τῆς ἡμερομηνίας τῆς Vης τακτικῆς συνόδου τῆς ἐπιτροπῆς.

Ἡ Έπιτροπή συνεφώνησεν ὅπως διὰ τὴν Vην αὐτῆς σύνοδον συνέλθῃ εἰς τὰς ἀρχὰς τοῦ μηνὸς Φεβρουαρίου 1962 ἐν Θεσσαλονίκῃ.

Ἡ ἀκριβὴς ἡμερομηνία τῆς συνόδου θὰ καθορισθῇ προηγουμένως δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν μεταξύ τῶν δύο Πρωτῶν.

Ἐγένετο ἐν Σκοπίοις τὴν 3ην Ἰουλίου 1961, εἰς δύο πρωτότυπα εἰς γαλλικὴν γλῶσσαν.

Ὁ Πρόεδρος τῆς Ἑλληνικῆς Ἐπιτροπῆς Ἐπικοινωνίας
 ΔΗΜΗΤΡΙΟΣ ΑΝΔΡΙΩΤΗΣ

Ὁ Πρόεδρος τῆς Γιουγκοσλαβικῆς Ἐπιτροπῆς Ἐπικοινωνίας
 FRANJO MICETIC

(3)

Ἀριθ. πρωτ. Φ010/M/1952

Περὶ κυρώσεως τῆς ἐν Ἀθήναις συναφθείσης συμφωνίας διὰ τὰς μεταξὺ τῆς Δανίας καὶ Ἑλλάδος ἐμπορικῆς ἀνταλλαγῆς.

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ - ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ - ΕΜΠΟΡΙΟΥ

Ἐχόντες ὑπ' ὄψιν τὸ ἄρθρον 3 παράγραφον 2 τοῦ Νόμου 5426/1932 (περὶ περιορισμοῦ εἰσαγωγῆς ἐμπορευμάτων), ἀποφασίζομεν :

Κυροῦμεν τὴν ἐν Ἀθήναις, δι' ἀνταλλαγῆς ἐπιστολῶν ἀπὸ 15-1-1963, συναφθεῖσαν συμφωνίαν διὰ τὰς μεταξὺ Δανίας καὶ Ἑλλάδος ἐμπορικῆς ἀνταλλαγῆς διὰ τὴν χρονικὴν περίοδον ἀπὸ τῆς 25ης Αὐγούστου 1962 μέχρι τῆς 24ης Αὐγούστου 1963.

Τὰ κείμενα τῶν ἀνταλλαγεῖσων ἐπιστολῶν ἔπονται, ἐν πρωτότυπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν γλῶσσαν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικὴν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 25 Ἰανουαρίου 1963

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ

ΕΠΙ ΤΩΝ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ

Ε. ΑΒΕΡΩΦ - ΤΟΣΙΤΣΑΣ

ΣΠ. Ι. ΘΕΟΤΟΚΗΣ

ΕΠΙ ΤΟΥ ΕΜΠΟΡΙΟΥ

Π. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ

Ambassade Royale de Danemark

No d'ordre 64. Dan./Grèce.

Monsieur le Ministre,

Me référant aux conversations qui viennent d'avoir eu lieu à Athènes, entre cette Ambassade et le Ministère Hellénique des Affaires Etrangères, au sujet des échanges commerciaux entre le Danemark et la Grèce pour la période allant du 25 août 1962 au 24 août 1963, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence les propositions suivantes:

1. Les échanges commerciaux entre les deux pays seront effectués sur la base des mesures de libération des exportations et des importations prises ou à prendre dans chacun des deux pays.

2. L'exportation grecque des produits contingentés encore au Danemark aura lieu sur la base de la liste annexée à la présente lettre.

Je saurais gré à Votre Excellence de bien vouloir me marquer l'accord du Gouvernement Hellénique sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma plus haute considération.

Hans S. Moeller
 Chargé d'Affaires

Son Excellence
 Monsieur E. Averoff--Tossizza,
 Ministre des Affaires Etrangères,
 EN-VILLE

LISTE

Des Produits Grecs Contingentés au Danemark pendant la période du 25 Août 1962 au 24 Août 1963.

Valeur en milliers de couronnes danoises

Vins	500
Divers	50

B. Πρεσβεῖα τῆς Δανίας
 Ἀριθ. πρωτ. 64 Δαν] Ἑλλάς

Ἀθῆναι, 15 Ἰανουαρίου 1963

Κύριε Ὑπουργέ,

Ἀναφερόμενος εἰς τὰς συνομιλίας αἰτνες διεξήχθησαν ἐν Ἀθήναις, μεταξύ τῆς Πρεσβεῖας ταύτης καὶ τοῦ Ἑλληνικοῦ Ὑπουργείου τῶν Ἐξωτερικῶν, ἐν σχέσει πρὸς τὰς ἐμπορικῆς ἀνταλλαγῆς μεταξύ τῆς Δανίας καὶ τῆς Ἑλλάδος διὰ τὴν περίοδον ἀπὸ τῆς 25ης Αὐγούστου 1962 μέχρι τῆς 24 Αὐγούστου 1963, ἔχω τὴν τιμὴν νά ὑποβάλω τῇ Ὑμετέρᾳ Ἐξοχότητι τὰς ἀκολουθοῦσας προτάσεις :

1. Αἱ ἐμπορικῆς ἀνταλλαγῆς μεταξύ τῶν δύο χωρῶν θὰ πραγματοποιοῦνται ἐπὶ τῇ βάσει τῶν μέτρων ἀπελευθέρωσης τῶν ἐξαγωγῶν καὶ τῶν εἰσαγωγῶν τῶν κηφθέντων ἢ ληφθέντων εἰς ἑκάστην τῶν δύο χωρῶν.

2. Ἡ ἑλληνικὴ ἐξαγωγή τῶν εἰσέτι ὑπὸ πιστώσεων ἐν Δανίᾳ προϊόντων θὰ λαμβάνη χώραν ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ συνημμένου τῇ παρούσῃ ἐπιστολῇ πίνακος.

Θὰ ἤμην εὐγνώμων τῇ Ὑμετέρα Ἐξοχότητι νὰ εὐαρεστηθῆ νὰ μοι γνωρίσῃ τὸ σύμφωνον τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω.

Δέξασθε, Κύριε Ὑπουργέ, τὰς διαβεβαιώσεις τῆς ἐξόχου ὑπολήψεώς μου.

HANS S. MOELLER
Ἐπιτετραμμένος

Αὐτοῦ Ἐξοχότητα
Κύριον Ε. Ἀβέρωφ Τσιτσά
Ἐπιτετραμμένον τῶν Ἐξωτερικῶν
Ἐ ν τ α ὐ θ α

No 1952

Athènes, le 15 Janvier 1963

Monsieur le Chargé d'Affaires,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour, ainsi conçue :

«Me référant aux conversations qui viennent d'avoir eu lieu à Athènes, entre cette Ambassade et le Ministère Hellénique des Affaires Etrangères, au sujet des échanges commerciaux entre le Danemark et la Grèce pour la période allant du 25 août 1962 au 24 août 1963, j'ai l'honneur de soumettre à Votre Excellence les propositions suivantes :

1. Les échanges commerciaux entre les deux pays seront effectués sur la base des mesures de libération des exportations et des importations prises ou à prendre dans chacun des deux pays.

2. L'exportation grecque des produits contingentés encore au Danemark aura lieu sur la base de la liste annexée à la présente lettre.

Je saurais gré à Votre Excellence de bien vouloir me marquer l'accord du Gouvernement Hellénique sur ce qui précède».

En réponse, j'ai l'honneur de vous confirmer l'accord du Gouvernement Royal Hellénique sur ce qui précède.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération très distinguée.

Monsieur Hans S. Moeller
Chargé d'Affaires du Danemark
EN—VILLE

E. Averoff-Tossizza

Αριθ. Πρωτ. 1952

Ἀθήναι, 15 Ἰανουαρίου 1963

Κύριε Ἐπιτετραμμένε,

Ἔχω τὴν τιμὴν νὰ γνωρίσω λήψιν τῆς ὑπὸ σημερινὴν ἡμερομηνίαν ὑμετέρας ἐπιστολῆς, ἐχούσης οὕτω :

Ἐξοχότητι τὰς ἀκολουθοῦσας προτάσεις :

1. Αἱ ἐμπορικαὶ ἀνταλλαγαὶ μεταξὺ τῶν δύο χωρῶν θὰ πραγματοποιῶνται ἐπὶ τῇ βάσει τῶν μέτρων ἀπελευθερώσεως τῶν ἐξαγωγῶν καὶ τῶν εἰσαγωγῶν τῶν ληφθέντων ἢ ληφθησομένων εἰς ἐκάστην τῶν δύο χωρῶν.

2. Ἡ Ἑλληνικὴ ἐξαγωγή τῶν εἰσέτι ὑπὸ ποσόστωσιν ἐν Δανίᾳ προϊόντων θὰ λαμβάνη χώραν ἐπὶ τῇ βάσει τοῦ συνημμένου τῇ παρούσῃ ἐπιστολῇ πίνακος.

Θὰ ἤμην εὐγνώμων τῇ Ὑμετέρα Ἐξοχότητι νὰ εὐαρεστηθῆ νὰ μοι γνωρίσῃ τὸ σύμφωνον τῆς Ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω.

Εἰς ἀπάντησιν, ἔχω τὴν τιμὴν νὰ ἐπιβεβαιώσω ὑμῖν τὸ σύμφωνον τῆς Ἑλληνικῆς Β. Κυβερνήσεως ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω.
Δέξασθε, Κύριε Ἐπιτετραμμένε, τὰς διαβεβαιώσεις τῆς διακεκριμένης ὑπολήψεώς μου.

E. ΑΒΕΡΩΦ—ΤΟΣΙΤΣΑΣ

Κύριον
HANS S. MOELLER
Ἐπιτετραμμένον τῆς Δανίας
ΕΝΤΑΥΘΑ